

Article 30 du Règlement

Nous croyons que les Canadiens sont dans l'hôtel. Nous savons que les États-Unis ont refusé à l'appareil Hercules l'autorisation d'atterrir. On peut soupçonner que les Américains tiennent à les évacuer à bord de leurs avions à eux, pour donner un peu plus de justification à leur présence à la Grenade.

L'invasion de la Grenade par les Américains rappelle le scénario rédigé il y a au moins deux ans. *This Magazine* publiait en mars de cette année un article de Gail Lem intitulé «L'éléphant et la souris: Que font les U.S.A. à Grenade?» Cet article mérite tout à fait d'être lu *in extenso*, mais je n'en citerai que les trois premiers paragraphes. L'auteur parle d'une chose appelée Ocean Venture '81. Voici ce que dit l'article:

Comme toutes les démonstrations de puissance militaire du même genre, Ocean Venture '81 fourmille de mots de code, de jargon et de termes spéciaux, mais les autorités n'ont pas fait d'abus de connaissances linguistiques ou de subtilité politique pour déguiser le but réel de la manœuvre. Au cours des huit semaines de démonstration de la puissance navale des États-Unis et de leurs alliés fin 1981—leurs plus grandes manœuvres navales de temps de paix depuis la seconde guerre mondiale—

Comme beaucoup s'en souviendront . . .

la Grenade était devenue «Amber et les Amberdeens».

Telle était la désignation de code . . .

. . . et «notre ennemi dans les Petites Antilles» . . .

C'est un tout petit pays comprenant trois îles qui, d'après Ocean Venture '81, s'affairaient . . .

. . . à exporter le terrorisme, la subversion et l'activité révolutionnaire antidémocratique dans l'ensemble de la région sous l'influence d'un «pays rouge» menaçant. Les citoyens de la Grenade et de ses dépendances insulaires sœurs . . . ont été à juste titre horrifiés de se savoir la cible de l'effort américain dans les Caraïbes, et ils ont été doublement choqués du dénouement du scénario: invasion du pays par les États-Unis, après que les extrémistes d'Amber eurent saisi les otages américains et que «les négociations avec le gouvernement d'Amber eurent échoué».

Les États-Unis ont procédé à une répétition générale à grande échelle de cette invasion simulée à l'île Vieques, base américaine située au large de Porto Rico. Sous la direction du contre-amiral Robert P. McKenzie, commandant du Caribbean Task Force basé en Floride—créé par l'ex-président Jimmy Carter pour parler à ce qui était perçu comme une «menace soviétique» pour les intérêts américains dans la région—les parachutistes américains ont effectué un parachutage à l'aube sur l'île Vieques. L'infanterie entraînée au combat de montagne a fourni l'appui, suivie de 1,000 unités amphibies de marine et d'attaques aériennes.

Le Département d'État américain a soutenu que l'opération avait pour seul but de «créer un moyen d'intervention rapide pour une éventuelle opération de sauvetage d'otages». Pourquoi alors le plan de bataille prévoyait-il aussi que les troupes américaines s'enfonceraient dans l'île après avoir sauvé les otages et qu'elles arracheraient le pouvoir au gouvernement «inamical» d'Amber pour «mettre en place un régime favorable au mode de vie qui est le nôtre».

C'est cité directement: «pour mettre en place un régime favorable au mode de vie qui est le nôtre».

C'est le programme qui était prévu en 1981. A part le fait qu'il n'y avait pas d'otages, presque tout ce qui est arrivé dans les derniers jours est identique. J'ai bien peur qu'il y ait escalade et non désescalade.

Les gouvernements américains n'ont pas encore appris qu'il n'est pas dans l'intérêt des États-Unis, stratégique ou autre, de se lancer dans des interventions militaires de ce genre. Elles n'ont mené à rien au Vietnam et elles ne réussiront pas davantage cette fois. Je crains que tout cela ne mène à une épouvantable escalade.

Les Cubains ont des ressortissants qu'ils voudront aussi protéger. Ils en ont perdu cent déjà. Ils n'ont pas pris l'initiative de l'invasion et tout cela va conduire, j'en ai peur, à une affreuse intensification des hostilités.

Je souscris sans réserve à la participation à un effort de maintien de la paix, mais j'appréhende ce qui va se passer avant que nous puissions jouer ce rôle.

Pour 1 p. 100 de ce qu'a coûté cette invasion militaire massive, massive dans le contexte de la Grenade, ce pays aurait pu bénéficier d'une contribution énorme à son développement économique, à sa prospérité et à sa stabilité politique. Le premier ministre Bishop avait sollicité une aide internationale au développement et un appui financier pour développer l'économie et tout particulièrement pour asseoir une industrie touristique. Ce soutien n'a pas été consenti par les États-Unis, au contraire. Pensez-y, seulement 1 p. 100 du coût de l'invasion aurait procuré à la Grenade une certaine prospérité et la démocratie.

M. Donald W. Munro (Esquimalt-Saanich): Monsieur le Président, le député de New Westminster-Coquitlam (M^{lle} Jewett) a reproché vivement au ministre de ne pas avoir tout dit aux Canadiens. Personne ne la contredira. En fait, le ministre n'a pas tout dit parce qu'il n'avait visiblement pas tous les renseignements en main. On ne les lui avait pas communiqués. Comme il n'avait pas grand chose à nous dire, son manque d'assurance s'explique très bien. Cela saute aux yeux. Étant donné qu'il apparaissait ce soir à une émission de Radio-Canada, il n'a certes pas eu l'occasion d'entendre le président des États-Unis qui a révélé après qu'il eut passé devant les caméras—et cela fait quatre heures en tout—qu'on avait découvert à la Grenade trois grands entrepôts regorgeant d'armes et de munitions. Le ministre n'en savait rien, semble-t-il. Je crois que personne d'entre nous n'est suffisamment informé pour porter un jugement.

● (2220)

Des nouvelles fort troublantes nous sont parvenues et si je ne m'abuse, nous parviennent toujours par câbles. Je n'ose y ajouter foi car je n'aurais aucun moyen de les vérifier, mais elles sont en vérité fort troublantes.

Monsieur le Président, quand on connaît le pharisaïsme des néo-démocrates, il n'y a qu'à faire la chronologie des événements pour comprendre pourquoi ils ont cherché hier à ouvrir un débat pour discuter de cette question. Le 12 octobre, nous avons appris que le premier ministre de la Grenade avait été arrêté. C'était un mercredi, si je me rappelle bien. Nous avons entendu d'autres nouvelles inquiétantes au cours du week-end, et le lundi matin à la Chambre, le député de Dartmouth-Halifax-Est (M. Forrestall) a posé la première question à ce sujet à la suite de renseignements qui lui étaient parvenus. C'était lundi de la semaine dernière. Il n'y a eu absolument aucune question de la part du Nouveau parti démocratique. Il n'y a pas eu de période des questions mardi à cause d'un problème de procédure. Mercredi, le député de Dartmouth-Halifax-Est a posé deux autres questions. Jeudi, il y a une semaine aujourd'hui, le chef de la loyale opposition de Sa Majesté, suivi encore une fois par le député de Dartmouth-Halifax-Est, a interrogé le gouvernement sur la situation à la Grenade pour tâcher d'obtenir les renseignements qui pouvaient exister à ce sujet. Nous ne savions pas ce qui se passait. Nous n'étions pas dans le secret des dieux. Il nous a fallu lire les journaux, compter sur eux et les agences de presse pour obtenir des bribes d'information. Et ce jour-là, jeudi dernier, les néo-démocrates ont posé des questions au sujet des pêcheurs dans le Nord.